

Ministre de  
l'Emploi et du Développement social  
et ministre du Multiculturalisme



Minister of  
Employment and Social Development  
and Minister for Multiculturalism

Ottawa, Canada K1A 0J9

L'honorable Kelvin K. Ogilvie, sénateur  
Président, Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie  
L'honorable Art Eggleton, sénateur  
Vice-président, Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie  
Sénat du Canada  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A4

Monsieur le sénateur Ogilvie et Monsieur le sénateur Eggleton,

j'ai le plaisir de vous faire parvenir la réponse du gouvernement au rapport du Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie, intitulé *Réduire les obstacles à l'inclusion et à la cohésion sociales pour lutter contre la marginalité*, présenté de nouveau au Sénat le 9 décembre 2013.

Le gouvernement du Canada croit que la façon la plus efficace d'obtenir la participation entière des Canadiens et de leurs familles à la société canadienne consiste à les faire participer pleinement à l'économie. C'est pourquoi les principales priorités du gouvernement demeurent la création d'emplois, la croissance économique et la prospérité à long terme. Afin d'appuyer cette approche, le gouvernement a mis en place des politiques pertinentes qui visent à maximiser la croissance économique et la création d'emplois et à réduire les inégalités de la façon suivante : en réduisant les impôts; en augmentant le soutien offert aux familles canadiennes qui travaillent dur; en faisant la promotion du commerce et des investissements; en soutenant les secteurs économiques clés; en rendant l'éducation accessible et abordable; en diminuant les obstacles à la participation au marché du travail; et en agissant comme des gestionnaires fiscaux responsables.

Sur le plan économique, le Canada a démontré une capacité remarquable de créer des emplois en établissant des conditions favorables de réussite pour les Canadiens et leurs familles. À titre d'exemple, il a affiché la meilleure performance de toutes les économies du G-7, en ce qui a trait au marché du travail, en raison de la création de plus d'un million de nouveaux emplois depuis le creux de la récession mondiale.

Le taux de faible revenu au Canada a diminué et se situe maintenant au niveau le plus bas jamais atteint. Le revenu net des familles canadiennes de tous les groupes de revenu a augmenté d'environ 10 pour 100 ou plus depuis 2006. Selon une étude récente de Statistique Canada, la valeur nette médiane des familles canadiennes s'est accrue de 44,5 pour 100 par rapport à la valeur médiane de 2005 et de près de 80 pour 100 par rapport à celle de 1999; ces valeurs ont été

**Canada**

rajustées en fonction de l'inflation. Le gouvernement a adopté plus de 160 mesures d'allègement fiscal, réduisant les taxes pour une famille canadienne moyenne de quatre de près de 3 400 \$. De plus, le Canada s'en tire plutôt bien en ce qui a trait à la mobilité intergénérationnelle des revenus, comparativement à d'autres pays comme les États-Unis. Cela signifie que les enfants canadiens bénéficient d'une possibilité juste et décente de monter l'échelle des revenus et de devenir plus prospères que leurs parents, montrant ainsi que le talent, l'énergie et le dur labeur d'une personne peuvent aboutir à des résultats positifs.

Ces tendances illustrent bien le fait que le Canada est un pays riche et dynamique sur le plan économique qui offre aux particuliers et aux familles la possibilité d'améliorer leur niveau de vie.

Le Comité du Sénat formule des recommandations qui visent à s'assurer que les Canadiens participent pleinement à la société. Ces recommandations ont une vaste portée et concernent des secteurs de compétences provinciale, territoriale et municipale.

Le gouvernement reconnaît la valeur des recommandations du Comité et réitère son engagement de réduire la marginalisation par la participation au marché du travail. Reconnaissant que certains groupes doivent surmonter des obstacles pour participer au marché du travail, il a fait des investissements sans précédent pour aider ces Canadiens.

## **CRÉER DES CONDITIONS FAVORABLES À L'INCLUSION SOCIALE GRÂCE À LA PARTICIPATION AU MARCHÉ DU TRAVAIL**

Le gouvernement du Canada croit que l'inclusion sociale est la meilleure façon d'aider la population. Tous les Canadiens devraient être capables de participer pleinement au marché du travail et d'éprouver le sentiment de dignité que procure le travail et le fait de prendre soin de soi-même et de sa famille. Les investissements du gouvernement dans la formation professionnelle, particulièrement ceux prévus dans le Plan d'action économique du Canada, s'attaquent aux problèmes généraux soulevés par le Comité. Le fondement de l'inclusion sociale consiste à s'assurer que les Canadiens éprouvent le sentiment de dignité que procure le travail. Le Canada affiche l'une des meilleures performances parmi les pays du G7 en raison de la création d'un million de nouveaux emplois depuis la fin de la récession mondiale. Le taux de chômage chez les jeunes Canadiens est l'un des plus bas parmi les pays avancés, les revenus moyens suivent une tendance à la hausse, et le taux de faible revenu chez les aînés demeure au plus bas niveau jamais atteint.

La participation au marché du travail est le meilleur moyen d'assurer l'inclusion et l'intégration sociales. Le gouvernement reconnaît que de nombreux Canadiens à faible revenu, particulièrement ceux qui reçoivent de l'aide sociale, doivent franchir d'importants obstacles d'ordre financier pour trouver un emploi et le conserver, car un emploi veut souvent dire un taux d'imposition plus élevé et un soutien au revenu réduit. Pour aider ces personnes à éviter ces obstacles financiers, en 2007, le gouvernement a mis en place la Prestation fiscale pour le revenu de travail (PFRT), un supplément de revenu sous forme de crédit d'impôt remboursable destiné aux travailleurs à faible revenu. Le gouvernement a bonifié la PFRT en 2009, en doublant l'allègement fiscal consenti. Plus de 1,5 million de travailleurs et de familles reçoivent une aide

dans le cadre de la PFRT. Selon l'Institut Caledon de politiques sociales, la PFRT est un outil prometteur qui permet de combattre la pauvreté. Le gouvernement collabore avec les provinces et les territoires pour harmoniser les avantages et améliorer les mesures d'incitation au travail destinées aux Canadiens à faible revenu, en permettant aux provinces et aux territoires d'apporter des modifications à la conception de l'avantage fiscal. Le seuil de faible revenu global, selon les données de Statistique Canada, est passé d'un sommet de 15,2 % en 1996 à un plancher sans précédent de 8,8 % en 2011. De même, le taux de faible revenu des aînés a chuté significativement de 9,7 % en 1996 à 5,2 % en 2011.

Le gouvernement a versé aux provinces et aux territoires 12,2 milliards de dollars, en 2013-2014, par l'entremise du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS), pour la prestation de services sociaux. Ces services incluent l'aide sociale, les services pour les enfants et les familles et l'éducation postsecondaire, qui sont tous des programmes qui soutiennent la participation communautaire. Versé en bloc, le TCPS attribue aux provinces et aux territoires la responsabilité et la flexibilité d'affecter les fonds pour les programmes sociaux selon leurs priorités et besoins respectifs.

Le gouvernement aide les Canadiens à faible revenu et à revenu modeste par l'entremise du régime d'imposition et de prestation. Au total, les familles et les particuliers canadiens ont reçu 160 milliards de dollars en allègement fiscal sur une période de six ans se terminant en 2013-2014. En conséquence, le fardeau fiscal fédéral global est à son niveau le plus bas en 50 ans et les Canadiens bénéficient des allègements fiscaux, quel que soit leur niveau de revenu. Proportionnellement, les Canadiens à faible et moyen revenu sont ceux qui en bénéficient le plus. En particulier, plus d'un million de Canadiens à faible revenu n'ont pas à payer d'impôt. De telles mesures ont amélioré la situation économique des Canadiens à faible revenu, leur permettant ainsi de s'intégrer davantage à la société.

## **OFFRIR DES MESURES D'AIDE CIBLÉES AUX POPULATIONS SOUS-REPRÉSENTÉES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL**

Le gouvernement du Canada favorise le bien-être général des Canadiens en établissant les conditions d'une économie forte et solide. Le gouvernement offre des mesures d'aide ciblées aux Canadiens qui se heurtent à des obstacles particuliers, y compris les Autochtones, les personnes handicapées, les jeunes et les immigrants, et qui peuvent éprouver de la difficulté à obtenir un emploi et à participer à la société. Des initiatives spécifiques permettent d'accroître la participation des groupes vulnérables qui risquent d'être confrontés à de multiples difficultés.

### ***Formation pour les Autochtones***

Le gouvernement collabore avec des organisations autochtones ainsi qu'avec les gouvernements provinciaux et territoriaux et les administrations municipales pour soutenir les efforts des Autochtones visant à améliorer leur bien-être social et leur prospérité économique, à établir des collectivités plus saines et plus durables et à participer pleinement au développement politique, social et économique du Canada. Les programmes s'adressant aux Autochtones vivant en milieu

urbain au Canada appuient non seulement les Autochtones qui vivent dans des régions urbaines, mais aussi ceux qui font la transition de régions rurales et de réserves vers des zones urbaines.

Le gouvernement soutient activement la formation de tous les Autochtones afin qu'ils puissent tirer parti des possibilités d'emploi, offre des programmes relatifs au marché du travail pour les Autochtones, qui favorisent les partenariats entre les organisations autochtones, les gouvernements provinciaux/territoriaux, les établissements d'enseignement, les entreprises, le secteur privé et l'industrie. Depuis 2010, le gouvernement a aidé des Autochtones à trouver un emploi en leur offrant de la formation et du perfectionnement grâce à la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones (SFCEA), qui fournit une gamme complète d'activités de formation et de perfectionnement des compétences aux Autochtones de l'ensemble du Canada, et au Fonds pour les compétences et les partenariats (FCP), un instrument flexible fondé sur les projets et axé sur les débouchés, qui fournit une formation dans les secteurs d'emploi où la demande est forte. Le financement de la SFCEA s'élève à 1,68 milliard de dollars (2010-2015). La SFCEA vise à aider, chaque année, de 14 000 à 16 500 Autochtones à obtenir un emploi. Le FCP reçoit 210 millions de dollars (2010-2015) et permet d'attirer des investissements dont plus de 100 % sont faits sous forme de contributions des partenaires (en espèces et en nature). On s'attend à ce que plus de 8 000 emplois soient occupés par des Autochtones. À ce jour, environ 53 000 Autochtones ont trouvé un emploi grâce à la SFCEA et 2 600 autres en ont trouvé un grâce au FCP.

Le soutien accordé aux entrepreneurs autochtones contribue aussi à une plus grande participation et à la prospérité économique des Autochtones. L'ensemble des programmes de développement des entreprises d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, qui comprend le Programme de développement des entreprises autochtones, le Programme d'opportunités économiques pour les communautés et la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones, procure aux entreprises un accès au capital, des services de soutien et des occasions d'affaires, ce qui favorise la création d'entreprises autochtones et leur croissance, et a permis d'établir de solides partenariats avec des organisations autochtones clés, y compris l'Association nationale des sociétés autochtones de financement (ANSAF) et le Conseil canadien pour le commerce autochtone (CCCA).

### Éducation des Autochtones

Les études postsecondaires constituent un moyen sûr de réussite pour les Autochtones. En 2011, près de la moitié (48,4 %) des Autochtones âgés de 25 à 64 ans avaient terminé un programme d'études postsecondaires, et près des deux tiers (65,4 %) des Autochtones ayant obtenu un diplôme universitaire étaient des femmes.

En 2011, le taux de chômage chez les Autochtones titulaires d'un diplôme universitaire était semblable à celui des non-Autochtones (4,5 %). En 2010, le revenu médian d'un Autochtone ayant un diplôme universitaire était juste au-dessus de 49 300 \$, alors que celui d'un non-Autochtone était de 51 100 \$.

Le gouvernement s'engage à améliorer les résultats des étudiants des Premières Nations en matière d'éducation. En février 2014, le gouvernement a conclu un accord historique avec

l'Assemblée des Premières Nations (APN) afin d'aller de l'avant avec la rédaction de la version définitive de la *Loi sur le contrôle par les premières nations de leurs systèmes d'éducation* et son adoption dans le but d'établir les structures et les normes visant à appuyer des systèmes d'éducation forts et responsables dans les réserves. C'est pourquoi le gouvernement a annoncé dans le Plan d'action économique de 2014 des investissements progressifs supplémentaires de 1,9 milliard de dollars à partir de 2015-2016, y compris un financement de base additionnel de 1,25 milliard de dollars de 2016-2017 à 2018-2019, avec un facteur de progression connexe de 4,5 %, pour appuyer l'application de la *Loi*. La *Loi*, déposée au Parlement le 10 avril 2014, est le fruit de vastes consultations avec des parents, des étudiants, des chefs et des éducateurs des Premières Nations, ainsi qu'avec les provinces. Elle a été communiquée à plus de 600 chefs et conseils de bande et à chaque communauté des Premières Nations du pays, ainsi qu'aux gouvernements provinciaux.

#### Soutien offert aux Autochtones vivant en milieu urbain

Le gouvernement a annoncé récemment une version améliorée et consolidée de la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain (SAMU), qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2014, et qui remplace l'ancien programme s'adressant aux Autochtones vivant en milieu urbain par deux nouveaux programmes, Partenariats en milieu urbain et Développement des capacités communautaires. La nouvelle SAMU regroupera en partenariat les gouvernements, les collectivités autochtones, le secteur privé et les organisations à but non lucratif pour appuyer des projets et des programmes visant à supprimer les obstacles que doivent affronter les Autochtones vivant en milieu urbain et à accroître leur participation à l'économie. Le financement renouvelé pour la version améliorée de la SAMU comprend une contribution annuelle de 53,1 millions de dollars pour 2014-2015 et 2015-2016. De 2007 à 2012, la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain a coordonné des projets de financement de 13,6 millions de dollars fournis par les ministères fédéraux et est allé chercher 33 millions de dollars des provinces et des municipalités, 9 millions de dollars des organisations autochtones et 16,6 millions de dollars des organismes partenaires sans but lucratif et du secteur privé pour réaliser plus de 740 projets communautaires qui visaient à aider les Autochtones en milieu urbain à participer à l'économie.

Les provinces et les municipalités ont aussi redoublé d'efforts pour créer des approches pour les Autochtones vivant en milieu urbain. Par exemple, en 2009, dans le cadre de la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain, en partenariat avec la province du Manitoba, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada et le secteur privé, on a créé le centre de formation Neeginan à Winnipeg, qui forme maintenant les Autochtones vivant en milieu urbain pour qu'ils trouvent un emploi dans le domaine de l'aérospatiale.

Le gouvernement continue de verser du financement opérationnel au Mouvement des centres d'amitié autochtones, regroupant 119 centres d'amitié autochtones situés dans des villes canadiennes, sept associations provinciales et territoriales et une association nationale. Les centres d'amitié et les associations sont vitaux pour aider les Autochtones à participer pleinement à l'économie canadienne, à améliorer leurs conditions de vie et à renforcer leur identité culturelle.

Le gouvernement observe les travaux du Groupe de travail sur les affaires autochtones, un mécanisme de collaboration provinciale/territoriale et autochtone qui répond aux besoins des Autochtones et se penche sur leurs intérêts dans plusieurs domaines importants et qui prend des engagements bilatéraux avec les provinces et territoires et les organisations autochtones pour mettre au point des initiatives concrètes. Le gouvernement continuera de surveiller les progrès du Groupe de travail.

### ***Les jeunes Autochtones***

Le gouvernement appuie activement les jeunes Autochtones grâce à l'éducation, au perfectionnement des compétences et à la formation pour qu'ils soient mieux préparés à tirer parti des possibilités d'emploi.

Un certain nombre d'initiatives appuient l'éducation et le perfectionnement des compétences, notamment l'annonce récente dans le Plan d'action économique de 2014 d'un financement de base à l'appui de la *Loi sur le contrôle par les premières nations de leurs systèmes d'éducation*, un nouveau fonds bonifié pour l'éducation de 160 millions de dollars sur quatre ans à compter de 2015-2016 pour établir les partenariats et les structures institutionnelles nécessaires à la mise en œuvre de cette loi ainsi qu'un nouveau fonds de 500 millions de dollars sur sept ans à compter de 2015-2016 pour la construction et la rénovation d'écoles dans les réserves. Dans le Plan d'action économique de 2013, le gouvernement s'est engagé à collaborer avec les Premières Nations pour améliorer le Programme d'aide au revenu dans les réserves afin de permettre aux jeunes des Premières Nations d'acquérir les compétences et la formation dont ils ont besoin pour obtenir un emploi, et à consacrer une aide de 109 millions de dollars au Fonds pour l'emploi des Premières Nations et 132 millions de dollars au titre de la prestation améliorée des services sur cinq ans. Pour soutenir l'éducation postsecondaire, le gouvernement a annoncé dans le Plan d'action économique de 2013 un financement de 10 millions de dollars sur deux ans accordé à Inspire pour des bourses d'études destinées aux étudiants inuits et des Premières Nations et 5 millions de dollars sur cinq ans pour encourager les étudiants autochtones à poursuivre des études commerciales. De plus, les jeunes peuvent utiliser l'outil de recherche de bourses pour les Autochtones pour avoir accès à plus de 10 millions de dollars d'appui grâce à 750 bourses et mesures incitatives offertes partout au Canada.

Le gouvernement appuie activement la formation des jeunes Autochtones afin qu'ils puissent tirer parti des possibilités d'emploi grâce à des partenariats établis avec le secteur privé, l'industrie, les entreprises autochtones et autres partenaires. Outre la prestation améliorée des services et le Fonds pour l'emploi des Premières Nations, les jeunes autochtones peuvent aussi participer à la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones et au Fonds pour les compétences et les partenariats. Le gouvernement appuiera aussi des projets destinés aux jeunes dans le cadre des nouveaux programmes Partenariats en milieu urbain et Développement des capacités communautaires.



## ***Personnes handicapées***

En outre, le gouvernement du Canada fournit aux provinces et aux territoires des fonds destinés aux programmes et aux services visant à améliorer l'employabilité des personnes handicapées dans le cadre des ententes sur le marché du travail pour les personnes handicapées (EMTPH). Le gouvernement versera 222 millions de dollars par année aux provinces et aux territoires pour appuyer environ 300 000 interventions relatives à la préparation à l'emploi, au développement des compétences et à l'éducation postsecondaire. En 2014, le gouvernement mettra en œuvre une version actualisée de ces ententes afin de mieux répondre aux besoins des entreprises canadiennes et d'améliorer les perspectives d'emploi des personnes handicapées en mobilisant davantage les employeurs et en renforçant la responsabilisation.

Bon nombre de personnes handicapées se heurtent encore à des obstacles lorsqu'elles cherchent à obtenir un emploi rémunérateur et à participer au marché du travail. Pour améliorer la participation des personnes handicapées au marché du travail, le gouvernement a formé en juillet 2012 le Groupe de travail spécial sur les possibilités d'emploi des personnes handicapées. Dans son rapport intitulé *Repenser l'inCapacité dans le secteur privé*, qu'il a publié en janvier 2013, le groupe de travail spécial a mis en lumière les réussites et les obstacles dans l'emploi des personnes handicapées. S'appuyant sur cette initiative, le gouvernement a investi 2 millions de dollars en 2013 pour appuyer la création d'un forum appelé Canadian Business SenseAbility et géré par les employeurs, pour les employeurs, en vue de faciliter l'éducation, la formation ainsi que le partage des ressources et des pratiques exemplaires sur l'embauche et le maintien en poste des personnes handicapées.

Dans le cadre du renouvellement du Fonds pour l'accessibilité annoncé en 2013, le gouvernement a également instauré une initiative de financement qui permettra aux entreprises de rénover leur lieu de travail de façon à offrir des possibilités d'emploi aux personnes handicapées. Le premier appel de propositions pour le nouveau volet sur l'accessibilité en milieu de travail a été lancé en décembre 2013.

À compter de 2015-2016, le financement continu du Fonds d'intégration pour les personnes handicapées (FI) sera prolongé grâce à des fonds permanents de 40 millions de dollars par année. Le FI aide les personnes qui ont peu ou n'ont pas d'expérience de travail à se préparer à l'emploi, à en obtenir un et à le conserver. Conformément à la recommandation du Comité, le programme sera également remanié de façon à ce que la formation soit mieux adaptée aux besoins du marché du travail. En 2012-2013, 4 222 personnes handicapées ont bénéficié de l'aide du Fonds d'intégration; 1 562 d'entre elles ont trouvé un emploi. Le gouvernement est résolu à apporter des changements au FI afin de veiller à ce qu'il réponde aux besoins du marché du travail et qu'il maximise la participation des personnes handicapées au marché du travail.

Le rapport du Comité souligne à juste titre que la production de rapports est importante pour surveiller et améliorer la portée et l'efficacité des programmes gouvernementaux tels que le FI. Un rapport faisant état des résultats prévus, des objectifs annuels et des résultats obtenus par le FI est présenté chaque année au Parlement. Ce rapport fournit de l'information sur le nombre de clients servis, et plus particulièrement sur le nombre de clients occupant un emploi ou

travailleurs autonomes, le nombre de clients dont l'employabilité a été améliorée et le nombre de clients étant retournés aux études. Le FI est évalué tous les cinq ans; une évaluation est présentement en cours.

### *Les jeunes*

L'emploi est le meilleur moyen d'assurer l'inclusion sociale. Le gouvernement s'est engagé à travailler en partenariat avec d'autres secteurs et ordres de gouvernement afin d'aider les jeunes Canadiens à acquérir les compétences nécessaires pour réussir sur le marché du travail. L'accès à l'éducation postsecondaire, l'acquisition de compétences et l'employabilité des jeunes Canadiens sont essentiels puisque, selon les estimations, les trois quarts des possibilités d'emploi futures se rapporteront à des postes hautement spécialisés. Les investissements du gouvernement rendent les études et la formation plus accessibles et abordables, et améliorent l'employabilité des jeunes. De plus, grâce à l'ensemble des investissements réalisés dans le développement des compétences, la main-d'œuvre canadienne est devenue l'une des mains-d'œuvre les plus qualifiées des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

#### *Réduire les obstacles pour améliorer l'accès à l'éducation postsecondaire*

En 2013-2014, dans le cadre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS), le gouvernement a versé théoriquement 3,8 milliards de dollars aux provinces et aux territoires pour appuyer l'éducation postsecondaire. En outre, grâce à des incitatifs à l'épargne et à des mesures d'aide financière pour les étudiants, le gouvernement réduit les obstacles financiers aux études et à la formation postsecondaires, et améliore l'accès à l'éducation postsecondaire pour les jeunes, qui autrement n'y auraient peut-être pas accès. Le gouvernement soutient également les étudiants de niveau postsecondaire et leurs familles grâce à un certain nombre de mesures fiscales, qui, globalement, ont permis de verser environ 2 milliards de dollars en 2013 pour financer les études et la formation postsecondaires et aider les familles à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants. Dans le cadre du Programme canadien pour l'épargne-études, qui administre le Bon d'études canadien et la Subvention canadienne pour l'épargne-études, le gouvernement encourage les Canadiens à épargner en vue des études postsecondaires de leurs enfants. En 2012, près de 100 millions de dollars au titre du Bon d'études canadien ont été versés aux enfants issus de famille à faible revenu et 741 millions de dollars en subventions canadiennes pour l'épargne-études ont été versés aux familles canadiennes.

#### *Aider les jeunes à faire la transition vers le marché du travail*

Aider les jeunes à accéder au marché du travail est une étape essentielle pour assurer leur pleine participation à la société. En renforçant les liens entre les nouveaux diplômés et les entreprises et en encourageant ces dernières à embaucher de nouveaux travailleurs, le gouvernement offre aux jeunes Canadiens une expérience pertinente qui leur permettra d'obtenir un emploi.

La Stratégie emploi jeunesse (SEJ) est la principale initiative fédérale qui vise à aider les jeunes à faire la transition entre l'école et le travail et à améliorer leurs compétences relatives à



l'employabilité. La SEJ est une initiative gouvernementale horizontale qui fournit 335,7 millions de dollars par année dans le cadre de trois volets : Connexion compétences, Objectif carrière et Expérience emploi été. Les améliorations qui ont été apportées récemment à ces initiatives comprennent l'affectation de 55 millions de dollars additionnels à Objectif carrière et Connexion compétences en 2012 et l'octroi de 70 millions de dollars sur trois ans (2013-2016) pour financer 5 000 stages payés supplémentaires. En 2014, le gouvernement a annoncé qu'il réaffecterait 40 millions de dollars pour financer un maximum de 3 000 stages dans les domaines à forte demande ainsi que 15 millions de dollars par année pour financer un maximum de 1 000 stages dans les petites et moyennes entreprises, et il a également renouvelé le financement destiné à appuyer 250 stages dans le secteur des technologies de l'information et de la communication.

D'autres initiatives gouvernementales soutiennent les apprentis et leurs employeurs. Les apprentis peuvent obtenir des subventions comme la Subvention incitative aux apprentis (SIA) et la Subvention à l'achèvement de la formation d'apprenti (SAFA), ainsi que des crédits d'impôt comme la déduction pour outillage des gens de métier, qui aide les apprentis à se procurer les outils nécessaires pour leur travail. Depuis le lancement de la SIA en 2006 et de la SAFA en 2009, plus de 445 000 subventions, d'une valeur de plus de 574 millions de dollars, ont été octroyées. Dans le budget de 2014, le gouvernement a proposé de créer un nouveau prêt canadien aux apprentis, qui offrira chaque année plus de 100 millions de dollars en prêts sans intérêts aux apprentis inscrits dans des métiers désignés Sceau rouge. De plus, le crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis incite les entreprises à employer des apprentis en réduisant leurs coûts pendant les deux premières années d'un programme d'apprentissage admissible.

Il est essentiel de procurer aux jeunes des compétences et des outils appropriés pour favoriser la créativité, l'innovation et l'esprit entrepreneurial. Pour aider les jeunes entrepreneurs à démarrer leurs entreprises avec succès, le gouvernement du Canada a également octroyé 18 millions de dollars sur deux ans en 2013, en plus des investissements antérieurs de 20 millions de dollars réalisés en 2011, à la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs.

Il est primordial de veiller à ce que les jeunes Canadiens aient accès à l'information clé sur l'apprentissage et le marché du travail afin de pouvoir prendre des décisions éclairées quant à leurs études et à leur carrière. En 2013, le gouvernement a affecté 19 millions de dollars sur deux ans pour informer les jeunes des résultats sur le marché du travail d'un large éventail de domaines d'études. Dans le cadre de sa stratégie visant à mieux jumeler les Canadiens aux emplois disponibles, le gouvernement a proposé en 2014 d'investir 11,8 millions de dollars sur deux ans et 3,3 millions de dollars par la suite afin de lancer un service amélioré de jumelage emploi-travailleur grâce auquel les chercheurs d'emploi disposeront d'outils modernes et fiables leur permettant de trouver un emploi qui correspond à leurs compétences et les employeurs disposeront de meilleurs outils pour chercher des Canadiens qualifiés. Le service amélioré de jumelage emploi-travailleur qui est proposé prendra appui sur le lancement d'un Guichet emplois national consolidé, modernisé et facile à utiliser qui procurera aux chercheurs d'emploi et aux employeurs un accès rapide aux emplois annoncés et à des renseignements généraux au sujet du marché du travail.

Le gouvernement modernise également la façon dont il interagit avec les jeunes Canadiens et leur communique l'information sur les politiques, les programmes, les services et les initiatives. Les médias sociaux constituent un moyen très efficace d'entrer en contact avec les jeunes, et de nombreux ministères fédéraux sont actifs sur les sites de médias sociaux, comme en témoignent notamment les 77 ministères, organismes et sociétés d'État qui utilisent maintenant Twitter. Les projets de médias sociaux menés récemment par le gouvernement ont permis d'adapter la prestation de services et la communication de l'information dans un langage accessible aux jeunes. Ils comprennent notamment le site Web [jeunesse.gc.ca](http://jeunesse.gc.ca) de Service Canada, qui offre un blogue, une page Facebook, des vidéos sur YouTube et des messages sur Twitter, le site Web destiné aux jeunes du Commissariat à la protection de la vie privée ainsi que le site [Odroguepourmoi.ca](http://Odroguepourmoi.ca) de Santé Canada.

### *Les immigrants*

Les premières années au Canada des nouveaux arrivants sont cruciales pour leur intégration à la société canadienne. Pour faciliter leur intégration, le gouvernement appuie la mise en place de mesures, tant au moment de la sélection des immigrants qu'après leur arrivée au Canada. Des services d'information et d'aiguillage à l'étranger et au Canada aident les nouveaux arrivants à mieux exploiter leurs compétences et leurs diplômes sur le marché du travail canadien, et les préparent à leur intégration à la société canadienne.

Depuis 2006, le gouvernement a triplé les fonds affectés à l'établissement et a pris des mesures sans précédent pour faciliter la reconnaissance des titres de compétences étrangers et pour s'assurer que les immigrants ont accès au crédit leur permettant de faire en sorte que leur éducation satisfasse aux normes canadiennes. La langue peut constituer un obstacle pour accéder à l'information et s'intégrer à la société. Certains nouveaux arrivants qui ont des titres reconnus se sont bien établis au Canada, mais éprouvent encore des difficultés à intégrer le marché du travail et à participer aux activités communautaires en raison de la langue.

### *Services offerts après l'arrivée*

Les programmes Language Instruction for Newcomers to Canada (LINC) et Cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC) aident les nouveaux arrivants à développer des compétences en communication dont ils ont besoin pour mieux fonctionner dans la société canadienne. Le gouvernement a enrichi ses programmes de formation linguistique en augmentant la formation axée sur des professions spécifiques et le milieu de travail, ainsi que la formation en ligne.

Tenant compte des divers besoins des nouveaux arrivants, les programmes LINC Home Study et CLIC en ligne offrent une formation en ligne aux nouveaux arrivants admissibles qui ne peuvent assister à des cours réguliers de langues. Conformément à la recommandation du Comité qui proposait d'accroître l'accès et le recours aux services d'établissement pour les personnes qui ont de jeunes enfants ou qui doivent prendre soin de quelqu'un d'autre, en 2013, le gouvernement a amélioré la disponibilité et la flexibilité des services directs de garde d'enfants pour maintenir un accès équitable et uniforme aux programmes d'établissement.

### *Services offerts avant l'arrivée*

Le gouvernement offre des services avant l'arrivée pour aider les nouveaux immigrants qui arrivent au Canada à être prêts à participer au marché du travail. Le Projet canadien d'intégration des immigrants (PCII) offre aux travailleurs qualifiés (fédéral), aux candidats des provinces ainsi qu'à leurs époux et épouses et aux adultes à leur charge de l'information détaillée sur le marché du travail avant leur arrivée au Canada. Le PCII est disponible en Chine, en Inde, aux Philippines et au Royaume-Uni, ainsi que dans près de 25 autres pays.

Le gouvernement offre aussi des services d'orientation à l'étranger grâce au programme Orientation canadienne à l'étranger dans 40 endroits, et au Projet d'intégration et d'engagement actifs à Taïwan et en Corée du Sud. Ces services donnent aux immigrants éventuels des renseignements sur la vie au Canada, les préparent à s'installer et à s'intégrer, et les aident à gérer les attentes à l'arrivée. Au cours des dix dernières années, le programme Orientation canadienne à l'étranger a reçu un financement fédéral d'environ 16 millions de dollars, et depuis 2008, le Projet d'intégration et d'engagement actifs a reçu 5 millions de dollars. En outre, le gouvernement fournit des renseignements et des services en ligne, y compris l'outil Vivre au Canada qui aide les immigrants à connaître la vie au Canada.

En 2012, le gouvernement du Canada a apporté des modifications au Programme des travailleurs qualifiés (fédéral) pour inclure un rapport d'évaluation des diplômes d'études dans le processus d'immigration, afin d'évaluer les diplômes des candidats par rapport aux normes canadiennes. Ce rapport permet aux immigrants éventuels de savoir, de manière réaliste, si leurs diplômes sont reconnus au Canada.

Les coûts des examens menant à l'autorisation d'exercer et les coûts du perfectionnement peuvent représenter un obstacle de taille à la reconnaissance des titres de compétences pour beaucoup de professionnels formés à l'étranger, et bon nombre de nouveaux immigrants n'ont pas suffisamment d'antécédents en matière de crédit pour contracter un emprunt auprès des institutions financières canadiennes. Bien que la responsabilité de la reconnaissance des titres de compétences étrangers incombe aux provinces et aux territoires, le gouvernement fédéral collabore avec des partenaires provinciaux et territoriaux depuis 2009 afin d'améliorer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers. En 2011, le gouvernement a établi le projet pilote de prêts pour la reconnaissance des titres de compétences étrangers afin de mettre à l'essai des modèles de partenariats communautaires visant à aider les travailleurs formés à l'étranger à surmonter les obstacles financiers auxquels ils sont confrontés. Le projet pilote, qui a été lancé en 2012 et devrait se terminer le 31 mars 2015, offre du financement à neuf organisations communautaires dans certaines collectivités canadiennes afin de les rendre plus aptes à aider financièrement les personnes formées à l'étranger à faire reconnaître leurs titres de compétences. Au 28 février 2014, plus de 1 300 prêts avaient été accordés, généralement à des personnes formées à l'étranger qui voulaient faire reconnaître leurs titres de compétences dans des professions et des métiers réglementés.

### *Participation communautaire et sensibilisation*

En 2009, le gouvernement a procédé au lancement d'un nouveau guide d'étude sur la citoyenneté intitulé *Découvrir le Canada : Les droits et responsabilités liés à la citoyenneté*. Ce guide est un outil d'apprentissage important pour les nouveaux arrivants qui se préparent à démontrer leurs connaissances dans le cadre du processus de demande de la citoyenneté canadienne, et fait partie d'un plan d'action plus vaste, qui vise essentiellement à développer l'esprit civique et à promouvoir la culture civique parmi les nouveaux arrivants par l'amélioration des cérémonies de citoyenneté et une promotion accrue des outils de formation sur la citoyenneté. Le guide *Bienvenue au Canada*, qui est fourni aux nouveaux arrivants à leur arrivée au Canada, a été révisé en 2013 pour améliorer l'information sur les droits, libertés et responsabilités des Canadiens et des résidents permanents.

Le gouvernement accorde aussi du financement aux collectivités pour renforcer leur capacité de mieux comprendre les besoins des nouveaux arrivants et d'y répondre. Des mécanismes de collaboration, comme les Partenariats locaux en matière d'immigration (PLI) en Ontario et les Réseaux en immigration francophone dans neuf provinces et deux territoires, facilitent la mobilisation générale, la planification et la coordination des services locaux. Ces initiatives encouragent la collaboration entre les organisations et aident les nouveaux arrivants à devenir des citoyens actifs, solidaires et productifs. Comme il s'agit d'une pratique prometteuse, le gouvernement a étendu ce modèle de partenariat au-delà de l'Ontario, soit en Alberta, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Nouvelle-Écosse en 2012, et prévoit l'étendre à d'autres provinces en 2014.

### **FAVORISER L'ÉTABLISSEMENT DE COLLECTIVITÉS INCLUSIVES ET SÛRES**

Le gouvernement apprécie le rôle important que jouent les collectivités dans la vie des Canadiens et contribue à établir des endroits sûrs où habiter, travailler et élever une famille.

#### *Sécurité des collectivités*

Le Comité souligne que des villes et des collectivités sûres sont nécessaires à l'inclusion et à la cohésion sociales. Le gouvernement joue un rôle de leadership dans la protection de la sécurité personnelle de ses citoyens. Le gouvernement a réformé le système de justice pénale de façon à ce que les auteurs de crimes violents, d'infractions sexuelles et de crimes liés à la drogue reçoivent des peines plus sévères et à ce que les services nécessaires soient en place pour aider les victimes. De plus, la Stratégie nationale pour la prévention du crime (SNPC) aide à lutter contre la criminalité et à créer des quartiers et des collectivités plus sûrs. Le gouvernement a engagé 41 millions de dollars par année en financement permanent destiné aux interventions qui visent à réduire les risques de délinquance chez les groupes à risque, notamment les enfants, les jeunes et les jeunes adultes, les Autochtones et les membres des collectivités du Nord ainsi que les délinquants à risque élevé qui ne font plus l'objet d'une surveillance correctionnelle. La stratégie met l'accent sur les problèmes émergents et prioritaires, comme les gangs de jeunes, les crimes liés à la drogue, les crimes motivés par la haine, l'intimidation et la cyberintimidation.

### *Violence juvénile et liée aux gangs*

Dans le cadre de la SNPC, le Fonds de lutte contre les activités des gangs de jeunes agit sur les facteurs de risque associés à la violence juvénile et à l'affiliation à un gang, et il fournit aux jeunes des solutions de rechange aux gangs. Le Fonds soutient des initiatives fondées sur des données probantes qui ciblent les jeunes susceptibles d'adopter des comportements violents et de se joindre à un gang ou ceux qui veulent quitter un gang, et ce, dans les collectivités dont les besoins sont élevés. Dans le cadre du SNPC, les collectivités peuvent aussi obtenir un financement pour s'attaquer au problème de la violence juvénile et liée aux gangs par l'entremise du Fonds d'action en prévention du crime et du Fonds de prévention du crime chez les collectivités autochtones.

### *Intimidation*

Le gouvernement du Canada collabore avec ses partenaires pour accroître la sensibilisation à la cyberintimidation et la prévenir, et il finance à cette fin des projets tels que Pensez cybersécurité, une campagne nationale pluriannuelle de sensibilisation publique qui a pour but de sensibiliser les Canadiens à la sécurité en ligne et de les informer des étapes à suivre pour se protéger en ligne. L'intimidation dans les écoles a été désignée comme une priorité dans l'appel de propositions de 2012 relative à la SNPC du gouvernement. Les autres mesures de collaboration comprennent les plateformes de médias sociaux et de site Web « Canadiens en santé », qui sensibilisent le public à des problèmes de santé comme l'intimidation et la cyberintimidation, le Centre de prévention du crime chez les jeunes de la GRC, qui offre de l'information, des outils, des programmes et des initiatives concernant les problèmes de criminalité et de victimisation chez les jeunes dans le but de sensibiliser les jeunes et de leur donner des moyens d'agir, ainsi que la page sur la prévention de la violence du portail canadien des pratiques exemplaires, qui recense les interventions permettant de prévenir l'intimidation et la cyberintimidation et d'y faire face.

En janvier 2014, le gouvernement a lancé une campagne nationale de sensibilisation publique contre la cyberintimidation intitulée « Non à la cyberintimidation » afin de sensibiliser les Canadiens aux conséquences de la cyberintimidation au moyen de publicités à la télévision et en ligne. Le 20 novembre 2013, le gouvernement du Canada a également présenté une mesure législative visant à remédier aux comportements criminels associés à la cyberintimidation. Cette mesure législative démontre l'engagement ferme du gouvernement à veiller à ce que les Canadiens soient mieux protégés contre l'exploitation en ligne.

### *Les aînés*

Le Rapport de l'administrateur en chef de la santé publique sur l'état de la santé publique au Canada de 2010, *Viellir – Ajouter de la vie aux années*, a reconnu que les mauvais traitements et la négligence envers les aînés constituent des problèmes particulièrement inquiétants pour la santé et le bien-être des aînés.

En 2008, le gouvernement a lancé l'Initiative fédérale de lutte contre les mauvais traitements envers les aînés (IFLMTA), un programme triennal de 13 millions de dollars qui reposait sur une démarche fédérale ciblée et coordonnée de lutte contre les mauvais traitements envers les aînés. Cette initiative pluriministérielle a permis de sensibiliser la population grâce à l'élaboration de ressources documentaires à l'intention des professionnels de première ligne, comme le personnel infirmier, les ergothérapeutes, les hygiénistes dentaires et les professionnels du droit qui fournissent un soutien et des services aux aînés, et à l'intention des aînés eux-mêmes, de leurs familles et du grand public.

Le gouvernement poursuit ses efforts de sensibilisation aux mauvais traitements envers les aînés dans le cadre du programme Nouveaux Horizons pour les aînés (PNHA), un programme annuel d'une valeur de 50 millions de dollars qui appuie des projets communautaires et pancanadiens.

En 2013, les responsables du PNHA ont lancé un appel de propositions afin d'appuyer des projets communautaires de plus grande envergure qui visent à briser l'isolement des aînés; un maximum de 20 projets devraient être financés. Le Conseil national des aînés, qui donne des conseils au gouvernement sur le bien-être et la qualité de vie des aînés, a été chargé d'évaluer les conséquences de l'isolement social chez les aînés et de recommander des mesures préventives à titre d'activité prioritaire pour 2013-2014.

Le gouvernement collabore également avec les banques et d'autres institutions financières afin de s'attaquer aux difficultés particulières auxquelles sont confrontés les aînés, dont l'exploitation financière. La *Loi sur la protection des personnes âgées au Canada*, qui a reçu la sanction royale le 14 décembre 2012, vise à mieux protéger les aînés en considérant leur âge et tout autre élément de leur situation personnelle comme des facteurs aggravants justifiant l'imposition de peines plus sévères aux personnes qui exploitent les aînés.

### *Réintégration des délinquants*

Comme le souligne le Comité, la santé mentale et la toxicomanie sont des facteurs importants dont il faut tenir compte pour assurer la sécurité publique lorsque les délinquants cherchent à réintégrer la collectivité. En janvier 2010, le gouvernement a mis en place un outil d'évaluation de la santé mentale des délinquants qui appuie l'évaluation clinique, aide à identifier les délinquants à risque et fournit des données normalisées à des fins de planification et d'évaluation. Le gouvernement offre aux détenus ayant des problèmes de santé mentale reconnus des soins de santé essentiels et un accès raisonnable à des soins de santé mentale non essentiels qui contribueront à leur réhabilitation et au succès de leur réinsertion sociale.

Afin de favoriser la réintégration sécuritaire des délinquants dans la société grâce à l'emploi, CORCAN, l'organisme de service spécial du gouvernement qui est chargé de favoriser l'emploi des délinquants, appuie des programmes de formation professionnelle dans divers domaines, notamment dans les métiers liés à la construction et non liés à la construction et dans le secteur des services alimentaires, des programmes auxquels participent plus de 4 000 délinquants chaque année. Le gouvernement appuie également des programmes d'éducation en milieu correctionnel



qui fournissent aux délinquants des capacités de lecture et d'écriture de base, une aptitude aux études, des compétences professionnelles et un perfectionnement personnel.

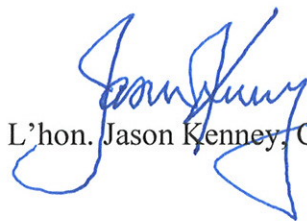
## CONCLUSION

Pour assurer la pleine participation des Canadiens à la société, l'intervention de tous les ordres de gouvernement est nécessaire, de même que celle des organisations à but non lucratif, du secteur bénévole, du secteur privé et des collectivités locales. Le gouvernement du Canada estime que le meilleur moyen d'assurer l'inclusion sociale passe par l'emploi et la dignité du travail, comme il le réitère tout au long de la réponse. L'approche adoptée par le gouvernement pour aider à obtenir des résultats économiques et sociaux positifs pour les Canadiens consiste à créer des conditions qui favorisent la participation au marché du travail et qui améliorent la qualité de vie, à offrir des mesures d'aide ciblées aux personnes qui risquent d'être vulnérables ou exclues, et à assurer la sécurité des collectivités.

Le gouvernement tiendra soigneusement compte des recommandations du Comité à mesure qu'il continue de donner aux Canadiens les moyens de participer pleinement à la vie de leur collectivité. Ce n'est que lorsque les Canadiens ont le pouvoir de vivre leur vie et de réaliser leur potentiel que la pleine intégration à la société peut se produire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le sénateur Ogilvie et Monsieur le sénateur Eggleton, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de l'Emploi et du Développement social Canada et  
ministre du Multiculturalisme,



L'hon. Jason Kenney, CP, député

